



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **Forum Ambrosetti**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Cernobbio (Italie)***

*Samedi 8 septembre 2018*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Je voudrais d'abord vous redire tout le plaisir que j'ai à vous retrouver dans un moment très particulier de l'histoire européenne. A mes yeux, nous entrons dans le troisième temps de l'histoire de la construction européenne après la deuxième guerre mondiale. Le premier temps de notre histoire commune, ça a été celui de la guerre froide et de la chute du mur de Berlin.

L'Union européenne s'est construite comme idée politique à partir de 1957 sur l'idée de mettre fin à la guerre, de défendre la paix, et également de faire face au bloc soviétique. Cette période, elle s'est achevée avec la chute du mur de Berlin, en 1989.

Il y a eu ensuite une deuxième période qui a été le règne de la démocratie libérale. Nous pensions que tout était gagné, que l'histoire était finie, que la démocratie libérale s'affirmerait sans difficulté, et que l'élargissement de l'Union européenne garantirait son unité et la victoire de cette démocratie libérale.

Cette illusion est désormais dissipée. Et nous entrons dans le troisième temps de notre histoire, celui marqué par le retour des nationalismes en Europe, par le risque de désintégration européenne pour la première fois depuis 1957, et par l'affirmation de pouvoirs autoritaires partout à travers la planète.

La seule question qui vaille à mes yeux, c'est de savoir si l'Europe sera à la hauteur de son histoire. Si elle sera capable de s'imposer comme une puissance singulière, capable de défendre ses intérêts, ses valeurs, sa vision.

Est-ce que demain, l'Europe sera vassale ou est-ce qu'elle sera souveraine ? Est-ce qu'elle sera divisée ou est-ce qu'elle sera unie ? Face à cette réalité, j'ai trois convictions.

La première, c'est qu'il est possible de bâtir une Europe souveraine, et que c'est à portée de main.

La deuxième, c'est que les choses se jouent maintenant. Personne ne choisit jamais le temps de l'histoire où il se trouve, mais c'est maintenant que les choses se jouent. Pas hier, pas demain, maintenant.

Et ma troisième conviction, c'est que l'enjeu, c'est de savoir si les peuples européens veulent faire l'histoire, ou subir l'histoire. Si nous voulons faire notre histoire ou subir l'histoire qu'écriront les autres. Et les autres, ce sera les Etats-Unis et la Chine.

La seule question à mes yeux importante, y-a-t-il oui ou non une volonté en Europe pour construire une force politique entre la force chinoise et la force américaine ? Tout mon engagement politique personnel, toutes mes convictions, et le choix que j'ai fait de travailler aux côtés d'Emmanuel MACRON, répondent à cette question. C'est maintenant que nous devons affirmer la souveraineté européenne.

Et notre puissance économique politique, technologique, financière entre la Chine et les Etats-Unis, demain, demain, il sera trop tard. Pour avancer dans cette direction, et je laisserai de côté pour le moment les questions migratoires, de frontières, qui ne sont pas dans mon champ de compétences. Mais pour les seuls défis économiques et financiers, je vois trois enjeux majeurs.



Le premier, c'est d'être plus fort économiquement. Le deuxième, c'est d'affirmer nos intérêts et nos valeurs. Et le troisième, c'est de faire le choix d'un continent d'innovation.

Je me permets au passage de saluer mon ami Giovanni TRIA, le ministre des Finances. Pour devenir une puissance économique, politique, financière, nous devons être plus forts économiquement. Il n'y a pas de puissance politique sans puissance économique. On peut toujours rêver d'une Europe qui affirme la nécessité de protéger la planète, de lutter contre le réchauffement climatique, de lutter contre les dérives technologiques.

Mais si nous n'avons pas la puissance économique, nous ne serons rien. Et c'est bien pour cela qu'avec Emmanuel MACRON, au niveau national, nous avons décidé d'engager des réformes qui sont sans précédent en France depuis trente ans. Et nous n'allons pas nous arrêter là. Tous ceux qui pensent que parce que les temps sont plus difficiles, nous allons nous arrêter, se trompent.

Nous avons, de ce point de vue-là, le même caractère avec le président de la République : les difficultés nous boostent, et nous donnent envie d'aller encore plus loin, encore plus fort.

Nous avons engagé une réforme de la fiscalité qui est sans précédent, nous avons allégé la fiscalité du capital, nous avons réformé le marché du travail, je suis en train d'examiner au Parlement une loi qui doit permettre de simplifier la vie des entreprises.

Nous avons décidé avec le Premier ministre, notre ami commun, Edouard PHILIPPE, cher Enrico, la plus grande vague de privatisations en France depuis plusieurs années.

L'objectif au bout du compte, c'est quoi ? L'objectif que j'ai fixé à l'économie française est de bâtir une nouvelle prospérité française. Une prospérité pour tous les Français, pour tous les territoires, fondée sur la maîtrise des nouvelles technologies, sur l'innovation et sur l'investissement.

C'est parce que la France sera forte économiquement qu'elle sera crédible politiquement. C'est ça l'enjeu. Et nos propositions européennes n'auront de valeur que si nous apportons la preuve, nous, Français, que nous nous sommes redressés économiquement.

Mais cette intégration économique française, elle n'a de sens que si nous faisons la même chose au niveau européen. Et je voudrais répondre aux remarques très justes que tu viens de faire, cher Enrico. Nous voulons travailler avec l'Italie, je l'ai dit à Giovanni, je l'ai dit à Luigi di MAIO, je l'ai dit à tous mes interlocuteurs italiens.

Les Italiens sont les amis de la France. Et économiquement, nous avons tout intérêt à travailler main dans la main. C'est l'intérêt de l'Italie, c'est l'intérêt de la France, et c'est l'intérêt de l'Europe.

Nous voulons le faire au niveau industriel. Nous avons conclu un accord entre STX et FINCANTIERI, qui doit nous permettre de bâtir un géant de l'industrie navale civile franco-italien et européen. Nous l'avons fait au niveau franco-allemand, avec la fusion entre SIEMENS et ALSTOM, qui doit nous permettre de bâtir un géant du ferroviaire européen.



Mais ouvrons les yeux sur la réalité mondiale. La Chine a été capable de faire émerger en quinze ans un géant du ferroviaire plus puissant que toutes les entreprises industrielles du ferroviaire européen. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés, nous devons nous unir, nous rassembler. Il n'y a pas de place pour les divisions aujourd'hui en Europe.

Etre plus fort économiquement, cela passe par des choix nationaux, cela passe par des fusions ou des rapprochements entre les grandes nations européennes. Cela passe aussi par une plus grande intégration de la zone euro. L'euro aujourd'hui, c'est une zone monétaire, ça n'est pas une puissance économique.

Nous ne pouvons pas continuer comme cela. Nous ne pouvons pas avoir une zone monétaire commune avec dix-neuf politiques économiques différentes, dix-neuf situations budgétaires différentes, autant d'incertitudes, une intégration trop faible et des décisions qui sont encore trop lentes.

Si nous voulons que l'euro demain s'impose sur la scène internationale, et que la zone euro s'impose comme un véritable continent économique, c'est maintenant qu'il faut décider. Nous avons réussi avec l'Allemagne cet exploit de parvenir à un accord : le fameux accord de Meseberg, signé entre le président de la République, Emmanuel MACRON, et la chancelière Angela MERKEL. Il met sur table une feuille de route très claire : renforcement du mécanisme européen de stabilité, mise en place d'un *backstop* pour faire face à une éventuelle crise financière nouvelle, mise en place d'un budget de la zone euro, qui doit nous permettre une plus grande convergence entre les économies de la zone euro. Et comme l'a proposé mon ami Olaf SCHOLZ, qui doit permettre également, lorsqu'il y a une crise qui touche un pays, de mettre en place un mécanisme de réassurance chômage pour que chaque pays, qui était touché par une crise, retrouve plus rapidement le niveau des autres pays.

Je trouverais profondément décevant et profondément choquant que nous ne tirions pas toutes les conséquences de la crise financière qui a touché le monde il y a maintenant dix ans. Il faut un *backstop* parce qu'il faut protéger les économies et les institutions financières de l'Europe.

Il faut une protection commune des dépôts parce que l'Europe doit garantir à tous les épargnants membres de la zone euro la protection totale, complète, intégrale et sûre de leurs économies. Il faut un budget de la zone euro parce qu'il faut rapprocher nos économies, aller vers plus de convergence et tendre la main à l'Etat qui subira de la manière la plus violente la crise. L'intégration de la zone euro est une priorité absolue à mes yeux et aux yeux du président de la République.

Tous ceux qui pensent que ce n'est pas possible, que c'est hors de portée sont les mêmes qui me disaient il y a douze mois : « Ça ne sert à rien de travailler sur un budget commun de la zone euro. Les Allemands n'en veulent pas. » C'est faux. Les Allemands en ont voulu et les Allemands ont signé cet accord avec nous. Nous travaillons maintenant main dans la main avec l'Italie, avec Giovanni, avec l'Espagne, à quatre pour porter ces décisions et les mettre en œuvre le plus rapidement possible. Voilà le premier défi : affirmer une puissance économique et l'affirmer haut et fort.

Le deuxième défi, c'est être capable de défendre nos valeurs. Parce qu'un continent politique, c'est un continent qui a des intérêts économiques mais qui a aussi des valeurs. J'étais ce matin à Vienne pour défendre la taxation juste des



géants du numérique. Si vous voulez aller aux prochaines élections, et je l'ai dit à mes homologues ministres des Finances européens, en expliquant aux peuples européens, aux ménages, aux entreprises qu'elles continueront à être taxées quatorze points de plus que GOOGLE, AMAZON et FACEBOOK qui ont des niveaux de capitalisation boursière de l'ordre de mille milliards de dollars. Bonne chance à vous mais ce sera sans moi et sans la France.

La France est totalement déterminée à aboutir à une décision d'ici la fin de l'année sur une juste taxation des géants du numérique. C'est une question de justice et c'est une question d'efficacité. Et si nous voyons aujourd'hui tant de peuples européens qui sont inquiets qui se tournent vers les extrêmes, c'est que nous n'avons pas su répondre aussi à leurs interrogations et à leurs inquiétudes. Il faut une juste taxation des géants du numérique et je suis convaincu que nous sommes dans la bonne direction, en particulier grâce à l'ambition de la présidence autrichienne.

Défendre nos intérêts, c'est défendre les règles commerciales. C'est défendre le libre commerce à travers la planète. Non, le protectionnisme n'est pas la solution. Non, la guerre commerciale, personne ne la gagnera. Ni monsieur TRUMP, ni qui que ce soit d'autre. La guerre commerciale, elle ne fera que des perdants. Elle ne fera que de la pauvreté. Elle ne fera que du recul dans la compétitivité de nos entreprises. Mais à nous de l'affirmer. A nous de dire haut et fort quel type de relations commerciales nous voulons, fondées sur des règles de réciprocité, de protection de la propriété intellectuelle, de libre accès aux marchés publics.

L'Europe a tous les moyens pour affirmer ses intérêts commerciaux. Et moi, je ne vous cache pas que je suis fier de voir deux femmes européennes : la force vient toujours des femmes et le courage vient toujours des femmes. En l'occurrence, Margrethe VESTAGER et Cecilia MALMSTRÖM qui ont eu le courage d'imposer une augmentation des tarifs douaniers sur les produits américains et d'imposer une sanction à GOOGLE parce que GOOGLE ne respectait pas certaines règles commerciales.

C'est ça l'Europe que j'aime. C'est une Europe, comme on dit en anglais, qui a des « guts » et qui ne se soumet pas à des règles qu'elle n'a pas choisies. Affirmer ses intérêts, c'est dire haut et fort que nous refusons les sanctions extraterritoriales américaines. De quel droit les Etats-Unis, grand peuple allié, ami des Européens, seraient-ils le gendarme commercial de la planète ? De quel droit pourraient-ils nous dire que nous avons le droit de faire du commerce avec tel Etat mais pas avec tel autre ? Nous devons dans les mois qui viennent bâtir une autonomie financière européenne pour être libre de faire du commerce avec les Etats que nous aurons choisi librement, nous Européens.

Je termine par le troisième enjeu : la souveraineté technologique. Posez-vous juste la question de ce que vous voulez pour vos enfants ou vos petits-enfants. Est-ce que demain, quand il y aura les véhicules électriques, vous voulez que les batteries soient chinoises, américaines ou européennes ? Je veux qu'elles soient européennes. Est-ce que vous voulez que les algorithmes d'intelligence artificielle soient chinois, américains ou européens ? Je veux qu'ils soient européens. Est-ce que vous voulez que nous soyons capables uniquement de construire des éoliennes, des pales et des moteurs mais que les technologies de stockage, où seront toute la valeur en matière d'énergies renouvelables, soient chinoises, américaines ou européennes ? Je souhaite qu'elles soient



européennes. Est-ce que vous voulez bâtir un GOOGLE européen ? Est-ce que vous voulez bâtir un FACEBOOK européen ? Est-ce que vous voulez un cloud européen ? Est-ce que vous voulez une industrie digitale européenne ? Ma réponse est oui et trois fois oui.

Mais pour cela, il est temps que nous mettions en commun nos technologies et nos moyens de financement. Nous y travaillons déjà avec certains pays européens. Nous voulons y travailler avec Peter ALTMAIER en matière d'intelligence artificielle et je souhaite que nous accélérions dans cette direction dans les mois à venir. Vous le voyez, l'histoire elle se fait maintenant et l'histoire, elle ne se fait pas toute seule. Elle se fait avec les citoyens, avec les responsables politiques, avec les Etats, avec les gouvernements. Je voudrais juste que l'Europe et les Européens comprennent une chose : nous pouvons encore écrire notre histoire.